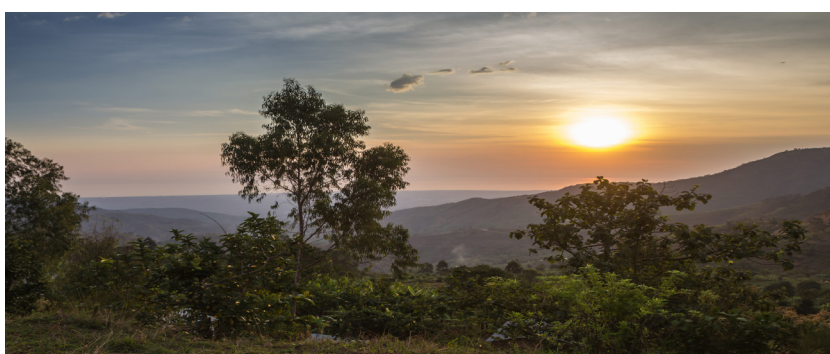


L'opposition burundaise en exil



Thierry VIRCOULON

Avril 2017

L’Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d’information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l’Ifri est une association reconnue d’utilité publique (loi de 1901). Il n’est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L’Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l’échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l’Ifri s’impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées dans ce texte n’engagent que la responsabilité de l’auteur.

ISBN : 978-2-36567-706-6

© Tous droits réservés, Ifri, 2017

Comment citer cette publication :

Thierry Vircoulon, « L’opposition burundaise en exil », *Notes de l’Ifri*,
Ifri, avril 2017.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21 1000 – Bruxelles – BELGIQUE

Tél. : +32 (0)2 238 51 10 – Fax : +32 (0)2 238 51 15

E-mail : bruxelles@ifri.org

Site internet : ifri.org

Auteur

Thierry Vircoulon est chercheur associé à l'Ifri. Ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA) et titulaire d'un master en science politique de La Sorbonne, il a travaillé pour le Quai d'Orsay et la Commission européenne et a été directeur Afrique centrale pour International Crisis Group. Il a vécu en Afrique du Sud, au Kenya et en République démocratique du Congo et il enseigne actuellement à Sciences Po les questions de sécurité en Afrique subsaharienne.

Sommaire

INTRODUCTION	4
OPPOSITION POLITIQUE : UNE UNITÉ IMPARFAITE	6
Coalition ne rime pas avec cohésion	6
À la recherche d'une nouvelle stratégie	9
UNE OPPOSITION ARMÉE DIVERSE	12
Les FNL de Nzabampema Aloys : un groupe en roue libre ?	12
Les FOREBU : les militaires dissidents	13
Le RED-Tabara, branche armée du MSD	14
Les groupes armés fantômes	14
Quelle stratégie pour l'opposition armée ?	15
LES MOUVEMENTS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE :	
UNE FORTE LÉGITIMITÉ INTERNATIONALE	17
La bataille des droits de l'homme	17
La bataille de l'information	19
CONCLUSION	21

Introduction

Dès 2015, la crise burundaise a jeté sur les chemins de l'exil presque tous les politiciens et leaders de la société civile. Deux principales vagues de départ ont eu lieu. D'abord celle des « frondeurs » : il s'agit des cadres du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD) qui s'opposaient à la candidature du président Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat, et qui ont quitté le pays après l'annonce de sa candidature (fin avril/début mai 2015). Puis une seconde vague de départs composée d'officiers et de responsables de l'opposition et de la société civile a été déclenchée par le putsch manqué du 13 mai 2015 (seconde moitié de mai/début juin 2015). Les derniers exilés ont quitté le pays après le durcissement de la répression, l'échec des manifestations contre le troisième mandat et la réélection de Pierre Nkurunziza fin juillet 2015. Depuis lors, trois leaders de l'opposition vivent encore au Burundi : Léonce Ngendakumana du Front pour la démocratie du Burundi (FRODEBU), Charles Nditije de l'Union pour le progrès national (UPRONA) et Agathon Rwasa des Forces nationales de libération (FNL). Ils sont tous les trois hutus. Les autres grandes figures de l'opposition burundaise sont en exil entre l'Europe et l'Afrique où elles forment une nouvelle diaspora politique.

Les rangs de l'opposition en exil sont alimentés par le gouvernement dont la politique de répression permanente ne laisse le choix qu'entre le silence et l'exil. Par conséquent, les départs continuent et le nombre de réfugiés burundais a dépassé les 300 000 personnes en octobre 2016 pour atteindre les 328 000 au début de l'année 2017¹. Certaines figures politiques avaient même quitté le Burundi lors du premier épisode de tensions, les élections de 2010².

Dans l'urgence de la fuite, les opposants se sont dispersés en fonction de leurs ressources et de leurs réseaux familiaux ou amicaux. Les précédents conflits étant à l'origine d'une importante diaspora, de nombreux opposants avaient déjà vécu en exil et/ou avaient de la famille installée à l'étranger : ils se sont donc éparpillés de l'Australie au Canada

1. Source HCR, janvier 2017.

2. Comme par exemple, Léonard Nyangoma, le premier président du Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et de l'État de droit (CNARED), qui avait fui le pays de peur d'être arrêté en 2010 et s'est établi ensuite en France.

en passant par l'Europe et l'Afrique. Ces réseaux diasporiques ont permis à beaucoup d'exilés politiques d'avoir un point de chute et ces derniers sont souvent revenus là où eux ou leur famille avaient déjà vécu en exil. De ce fait, bien que la géographie de la diaspora politique burundaise soit mondiale, elle a actuellement deux principaux pays de concentration : la Belgique et le Rwanda. Il y a également une importante diaspora burundaise au Canada, ce pays ayant eu une politique généreuse d'accueil des réfugiés burundais durant le précédent conflit. Cette géographie de l'exil explique que les gouvernements de ces trois pays aient eu droit – dans des proportions certes différentes – à l'ire du régime burundais depuis le début de cette crise. Du fait de l'accueil d'opposants politiques accusés d'être impliqués dans le putsch manqué, le Rwanda et la Belgique sont considérés comme des ennemis du régime³. Certains des opposants en exil dans ces pays ont fait l'objet de mandats d'arrêt et de demandes d'extradition de Bujumbura qui n'ont jamais été satisfaites⁴. Au Canada l'enjeu est plutôt le contrôle politique de la diaspora que l'accueil d'opposants recherchés par le régime. Alors que l'ambassadeur du Burundi au Canada a fait partie du groupe des ambassadeurs dissidents⁵, les échanges acerbes entre les autorités canadiennes et burundaises portent sur la non-politisation de la diaspora⁶.

Cette note présente les trois composantes de l'opposition en exil : les partis politiques, les groupes armés et les mouvements de la société civile. Ces trois composantes partagent un objectif commun, mettre fin au régime illégitime du président Pierre Nkurunziza, mais ils sont divers et seuls les mouvements de la société civile ont un succès notable en 2016.

3. « Belgium Refuses to Resume Aid to Burundi », *Africa News Agency*, 8 septembre 2016 ; « Les relations entre le Burundi et le Rwanda restent toujours tendues », *Voice of America*, 21 juillet 2016 ; A. Guichaoua, « Burundi & Rwanda: A Rivalry That Lies at the Heart of the Great Lakes Crisis », *SABC*, 21 août 2016 ; « Burundi Says Rwanda behind Failed Assassination of Nkurunziza's Spokesperson », *Africa News*, 30 novembre 2016.

4. Le procureur burundais avait dressé une liste de 34 accusés, dont 12 membres des forces de sécurité, qui étaient recherchés dans le cadre de l'enquête sur la tentative de putsch. Lire B. Busokoza, « Burundi Calls for Arrest of Coup Plotters living in exile », *Xinhua*, 3 février 2016.

5. Les ambassadeurs en Belgique, Canada, Grande-Bretagne et Zambie ont refusé de rentrer au Burundi et sont restés dans leur pays de résidence en demandant l'asile politique. Ils ont tous été remplacés.

6. J.-T. Léveillé « Crise au Burundi : la visite à Québec d'un conseiller du président dérange », *La Presse*, 29 juillet 2016 ; E. Nikiza, « Le Canada s'inquiète des propos du président Nkurunziza », *Iwacu*, 6 janvier 2017.

Opposition politique : une unité imparfaite

Coalition ne rime pas avec cohésion

Si l'exil forcé a eu un certain effet unificateur sur les partis d'opposition, cet effet est loin d'être total. Même sous la pression du pouvoir, ceux-ci restent tiraillés par des dissensions anciennes. Selon un Burundais lui-même en exil, « ils ont amené dans l'exil leurs querelles du passé ». Certes, les politiciens en exil ont compris la nécessité de rassembler leurs forces et de former une coalition dès 2015. Né en pleine crise en 2015, le Conseil national pour le respect de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi et de l'État de droit (CNARED) incarne ce projet. Selon ses membres, la coalition réunit une vingtaine de mouvements politiques. Toutefois cette coalition qui se présente comme la plateforme de l'opposition en exil n'a pas une forte cohésion car elle rassemble des politiciens qui entretiennent des inimitiés anciennes et profondes.

L'unité apparente du CNARED dissimule de nombreuses fissures. La première fissure a été le départ des organisations de la société civile qui s'étaient associées à sa création. Quelques mois après la création du CNARED, ces organisations ont réalisé l'effet pervers que leur association avec une coalition politique pouvait induire. Cette politisation ouverte risquait de nuire à leurs activités, à leur marge de manœuvre et à leurs financements – certains bailleurs craignant que les aides attribuées à ces organisations de la société civile finissent dans les caisses de partis d'opposition. Leur départ ne reflète donc pas une divergence de vues avec le CNARED mais la nécessité de maintenir la distinction entre société civile et partis politiques, nécessité imposée essentiellement par les règles de financement des bailleurs.

La seconde fissure qui concerne des politiciens est bien plus sérieuse. Le premier président du CNARED, Léonard Nyangoma, n'a pas fait longtemps l'unanimité et a dû céder la place à la fin du mois de mai 2016 au Dr Jean Minani⁷ qui a ensuite été remplacé par Charles Nditije en février 2017. Si ce changement de direction s'est fait de manière feutrée, la succession de trois présidents en moins de deux ans est l'indice des

7. P. Ngendakumana, « CNARED : Nyangoma éjecté malgré un bilan positif », *Iwacu*, 4 mai 2016.

divergences internes importantes sur la stratégie et la gouvernance du CNARED dont le directoire politique est actuellement le suivant⁸ :

- Président : Pr Charles Nditije
- Premier vice-président : Chauvineau Mugwengezo
- Deuxième vice-président : Hon. Onésime Nduwimana (ancien porte-parole du CNDD-FDD)
- Secrétaire exécutif : M. Anicet Niyonkuru

D'autres membres de la coalition ont publiquement claqué la porte⁹. Il en est ainsi de Hussein Radjabu, un des noms importants parmi les dissidents du CNDD-FDD puisqu'il a été l'un des hommes forts du parti¹⁰, et qu'il est maintenant le fondateur d'un mouvement d'opposition en exil : le « CNDD-FDD épris du respect de la loi ». En quittant le CNARED à la mi-mai, Hussein Radjabu a fait une critique en règle de la coalition, parlant « d'irrégularités et défaillances [qui] se sont manifestées dans la définition de l'ossature structurelle de ce Conseil ». Il a reproché au CNARED son inefficacité face au régime de Bujumbura, estimant que « les résultats enregistrés jusqu'à présent restent en deçà des attentes des Burundais¹¹ ». Il a également affirmé qu'il a toujours prodigué des conseils pour corriger les défaillances constatées mais qu'il n'a pas été écouté. Le regret de n'avoir pas eu une position plus importante et d'anciennes rivalités apparaissent entre les lignes de sa critique du CNARED. En effet, en participant au CNARED, l'ex-président du CNDD-FDD s'est retrouvé en compagnie de ses anciens rivaux politiques (comme l'actuel vice-président du CNARED, Onésime Nduwimana) qui avaient contribué à la cabale contre lui et à son emprisonnement consécutif en 2007. Les vieilles querelles internes du CNDD-FDD ont ressurgi en exil et ont eu raison de la participation de Hussein Radjabu à la coalition de l'opposition.

Lié au départ de Hussein Radjabu, l'UPD-Zigamibanga a aussi quitté le CNARED pendant quelques mois avant d'y revenir en novembre. Le président du parti, Chauvineau Mugwengezo, a annoncé la réintégration de sa formation au sein de la plateforme politique CNARED et a ensuite été nommé vice-président¹². Au début de l'année 2017, trois politiciens ont fait

8. Voir le site officiel du CNARED, cnared.info.

9. A. Mbazumutima, « Le CNARED se fissure », *Iwacu*, 16 mai 2016.

10. Hussein Radjabu a précédé Pierre Nkurunziza à la tête du CNDD-FDD. Quand Pierre Nkurunziza a été élu président du pays en 2005, Hussein Radjabu présidait le CNDD-FDD. Il était alors le principal rival de Pierre Nkurunziza. Une cabale interne a conduit à sa destitution et son arrestation en 2007. Il a ensuite été condamné et, après plusieurs années d'emprisonnement, il s'est évadé en 2014.

11. A. Mbazumutima, « Le CNARED se fissure », *op. cit.*

12. Communiqué de presse, CNARED, 7 novembre 2016.

défection au CNARED pour revenir au pays à l'issue de contacts discrets avec le pouvoir¹³.

Le fait que les anciennes querelles impactent négativement la cohésion du CNARED ne concerne pas seulement les ex-membres du CNDD-FDD. Ceux qui appartiennent à la famille politique du FRODEBU ont lutté les uns contre les autres ces dernières années pour s'approprier un parti qui n'est plus en déclin mais en ruines.

Il convient aussi de noter que les FNL se tiennent à l'écart du CNARED comme ils se sont tenus à l'écart de l'ADC-Ikibiri. Malgré – ou à cause de – la pression du régime, Agathon Rwaswa continue sa stratégie de cavalier solitaire en devenant le seul représentant visible d'une opposition politique au régime au Burundi. Après les élections de 2015, il a accepté de prendre son siège au parlement dans le but avoué de ne pas être de nouveau contraint à l'exil¹⁴. Cela lui a valu un certain discrédit dans les rangs de l'opposition, discrédit qu'il a réussi à atténuer grâce à des prises de position publiques très critiques en 2016. Toutefois, sa stratégie de participation critique aux institutions issues des élections de 2015 n'a pas payé. Ses militants sont toujours victimes de la répression du régime, ses déplacements dans le pays sont contrariés et il a plusieurs fois craint pour sa vie¹⁵. En Europe, malgré les contacts entre le CNARED et les représentants des FNL, la défiance mutuelle reste de mise.

Pour rendre justice au CNARED, deux nuances doivent être apportées. D'une part, il ne faut pas oublier que le divisionnisme est de longue date le démon structurel de la classe politique burundaise. Tous les partis politiques burundais ont connu des scissions et des dissidences (y compris le parti aujourd'hui au pouvoir) et la nouvelle configuration politico-sécuritaire n'efface pas cette caractéristique structurelle du monde politique burundais. On se rappellera que, durant les négociations qui ont mené à l'accord d'Arusha, les partis burundais s'étaient réunis en un G10 (10 partis à prédominance tutsi) et un G7 (7 partis à prédominance hutu). D'autre part, le CNARED est parvenu à réunir dans une même coalition les ex-cadres du CNDD-FDD et les dirigeants de l'opposition qui étaient leurs adversaires depuis 2005. Formé par les frondeurs du CNDD-FDD, le PPD-Girijambo (Parti des patriotes pour le développement) dirigé par l'ancien porte-parole du président (Leonidas Hatungimana) adhère et participe activement au CNARED, ce qui renforce la légitimité de la coalition.

13. « Burundi : le gouvernement parvient à faire revenir trois opposants du Cnared », *RFI*, 21 février 2017.

14. « Pour comprendre la furieuse entrée d'Agathon Rwaswa au parlement », *Iwacu*, 29 juillet 2015.

15. Communiqué de presse du groupe parlementaire « Mizero y'Abarundi », 27 mars 2017.

À la recherche d'une nouvelle stratégie

Le CNARED se réunit régulièrement et travaille à visage découvert. Formé en vue de négociations avec le pouvoir sous l'égide d'une médiation internationale (la médiation Yoweri Museveni puis Benjamin Mpaka¹⁶), il a eu le mérite de formaliser l'agenda revendicatif de l'opposition :

- Le rétablissement du respect de l'accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation au Burundi, la Constitution de la République qui en est issue et la restauration de l'État de droit ;
- La restauration de la politique de la paix et de la concorde nationale par le libre exercice des droits et libertés des citoyens, la promotion de la culture de dialogue et de compromis sur des questions d'intérêt national ;
- Le rétablissement au Burundi d'un environnement propice aux élections justes, libres, paisibles, équitables, inclusives et démocratiques¹⁷.

Pour ce faire, le CNARED a pris position pour :

- la tenue de négociations inclusives avec le gouvernement sous l'égide d'une médiation internationale¹⁸ ;
- le déploiement d'une force internationale de maintien de la paix¹⁹,
- le retour au pays du contingent burundais en Somalie.

Au début de l'année 2017, le CNARED se retrouve être un mouvement d'exilés condamné à une lutte politique sans perspective temporelle précise. En effet, le CNARED a été initialement créé pour être l'interlocuteur unique d'une médiation internationale qui réclamait un minimum d'ordre et de cohésion dans les rangs de l'opposition. Les internationaux qui se penchaient en 2015 sur la crise burundaise avaient indiqué aux opposants que leur éparpillement politique les desservait et les avaient encouragés à former une structure unique afin de faciliter la médiation internationale. Or, à la fin de l'année 2016, force est de

16. En 2015, l'EAC a désigné le président ougandais comme médiateur, puis l'ex-président tanzanien comme facilitateur.

17. Voir le site officiel du CNARED, cnared.info.

18. Selon le Dr Jean Minani, président du CNARED : « Pour sortir le Burundi de la crise, il faut inviter trois groupes de Burundais autour de la table des négociations. Le gouvernement de Bujumbura d'une part, le CNARED et les organisations membres de la campagne Halte au 3^e mandat d'autre part, ainsi que les groupes armés qui se sont déjà déclarés. » A. Manariyo, « Tentative de réhabiliter l'ex-général putschiste Niyombare en lui donnant un costume politique », *Ikiriho*, 23 juin 2016, www.ikiriho.org.

19. Communiqué de presse du CNARED, 22 août 2016.

reconnaître l'échec de cette médiation. Depuis la fin 2015, seules trois réunions ont été organisées entre les parties de la crise burundaise mais sans être toutefois inclusives²⁰. L'intransigeance du gouvernement, qui a aussi refusé le déploiement de policiers des Nations unies, a conduit à l'échec de la réunion de la dernière chance organisée sous l'égide du médiateur Benjamin Mpaka du 12 au 14 juillet 2016 à Arusha. Après avoir organisé une première réunion sans l'opposition en exil à Arusha en mai 2016, le médiateur a compris son erreur et tenté d'organiser une rencontre entre des membres du CNARED et le gouvernement à Arusha. Ce dernier s'y est refusé catégoriquement et a même tenté de faire arrêter des membres du CNARED par la police tanzanienne.

L'échec de cette initiative a signé celui de la médiation. En effet, le dernier trimestre 2016 a été marqué par la récusation de l'envoyé spécial de l'ONU, Jamel Benomar, par le gouvernement burundais puis par une déclaration pro-gouvernementale de Benjamin Mkapa sur la légitimité du régime en décembre 2016 à Bujumbura. Le résultat est que les deux envoyés spéciaux impliqués dans la crise burundaise sont maintenant hors jeu : Jamel Benomar a été désavoué par le gouvernement et Benjamin Mkapa, par l'opposition²¹. Alors que la médiation de l'ONU n'a jamais pu commencer, celle de l'East African Community (EAC) s'est mise *de facto* en échec en étant partielle. Bien entendu, officiellement, Benjamin Mkapa déclare poursuivre sa mission et a élaboré un échéancier de rencontres, pour le premier semestre 2017, que devrait convoquer l'EAC. Mais la possibilité d'une rencontre publique entre le pouvoir et le CNARED est désormais quasiment nulle. Seul le président Museveni n'a été désavoué par aucune des parties mais cela tient surtout au fait qu'il ne se soit plus impliqué dans le dossier burundais depuis décembre 2015.

L'impasse actuelle est particulièrement problématique pour le CNARED. Être privé de toute perspective de négociations a deux conséquences. D'une part, le CNARED est fragilisé par le pouvoir qui entend discuter uniquement avec les formations politiques de son choix et peut donc accentuer les divisions au sein de la classe politique burundaise. Le médiateur de l'EAC semble jouer la stratégie de division du gouvernement en invitant à Arusha le 16 janvier 2017 des membres du CNARED mais pas le CNARED en tant qu'organisation²². Cette invitation

20. La première a eu lieu à Kampala en décembre 2015, les deux suivantes à Arusha en mai et juillet 2016.

21. « Burundi : le président demande le départ du représentant de l'ONU », *RFI*, 15 novembre 2016 ; « Pour le facilitateur Benjamin Mpaka, le pouvoir burundais est légitime », *RFI*, 9 décembre 2016 ; Communiqué de presse, CNARED, 9 décembre 2016.

22. Communiqué de presse du CNARED, 17 janvier 2017.

que six membres du CNARED ont acceptée a été accompagnée d'appels discrets du pouvoir à revenir au pays en échange de promesses d'emploi. Les tentatives d'achat individuel des opposants sont un autre facteur de fragilité pour le CNARED. D'autre part, le CNARED doit trouver une autre stratégie que celle d'un dialogue devenu hautement improbable.

Depuis sa création, le CNARED a existé essentiellement à travers ses actions de lobbying diplomatique. Il avait enregistré un succès en parvenant à convaincre le médiateur, Benjamin Mkapa, de l'inviter en coulisses à la seconde réunion d'Arusha. Il avait envoyé une lettre de protestation contre les propos pro-gouvernementaux d'un directeur de la Banque mondiale lors de sa visite au Burundi en septembre 2016. Mais la déclaration du médiateur Mkapa, qui soutient l'exclusion des opposants que le pouvoir estime impliqués dans la tentative de putsch de mai 2015, a constitué un revers certain et surtout mis fin à toute perspective de nouvelle réunion avec le pouvoir. Le CNARED n'a donc plus guère d'options et hésite de moins en moins à évoquer le recours à la lutte armée. Sans perspective de négociations avec le pouvoir, il ne peut plus se contenter de plaider la cause d'un dialogue inclusif auprès d'organisations internationales qui oscillent entre partialité (EAC) et impuissance (ONU, UA).

Une opposition armée diverse

Il existe trois groupes armés d'opposition : une faction des FNL, les Forces républicaines du Burundi (FOREBU) et le RED-Tabara (Résistance pour un État de droit au Burundi). D'autres groupes ont été annoncés mais ils semblent plus actifs sur les réseaux sociaux que sur le terrain. Ils font donc davantage partie de la guerre de communication que de la guerre véritable. Au moins deux des trois groupes armés cités utilisent le Sud-Kivu comme base arrière de leurs opérations.

Les FNL de Nzabampema Aloys : un groupe en roue libre ?

Le divisionnisme n'a pas épargné les FNL qui étaient divisés en trois branches avant même la crise : les FNL de Agathon Rwasa, les FNL pro-gouvernement de Jean Bigirimani et les FNL combattants de Nzabampema Aloys. Ce dernier est installé avec son groupe armé depuis des années au Sud-Kivu car il a refusé la paix et la sortie de la clandestinité des FNL en 2006. Comparé aux deux autres mouvements, le groupe de Nzabampema a donc la particularité de ne pas être né de la crise actuelle mais d'être une survivance du conflit précédent. Par conséquent, ce groupe est en rupture avec la direction politique des FNL (Agathon Rwasa) depuis des années et opère de manière autonome et pour son propre compte. Ces combattants FNL se sont reconvertis dans le banditisme « à la congolaise²³ ».

Les FNL dirigés par Nzabampema sont actifs dans la plaine de la Ruzizi et s'infiltrent au Burundi par la forêt de la Rukoko. Ce groupe excelle dans le vol de bétail et les raids transfrontaliers, entre la ville frontalière d'Uvira et le Burundi. Ils ont des bases situées dans la plaine de la Ruzizi et les moyens plateaux dans le territoire de Fizi à environ 40 km au sud d'Uvira. Les FNL de Nzabampema exploitent les conflits historiques entre les communautés Barundi, Banyamulenge et Bafuliro et, du fait de l'ancienneté de leur présence au Sud-Kivu, ils y sont très implantés. Ils entretiennent des relations de complicité et de partenariat circonstanciel avec les autres groupes armés enracinés dans cette partie du Sud-Kivu

23. Après les guerres congolaises, de nombreux militaires ont aussi formé des groupes armés pour se faire facilement de l'argent, notamment dans les zones aurifères de l'est du Congo, au lieu de regagner les rangs.

(Mai-Mai Bede Rusagara, Baleke, les Forces démocratiques de libération du Rwanda, etc.). On prête aux FNL de Nzabampema des relais parmi les sympathisants FNL dans la province de Bujumbura rural mais cela est sujet à caution car les militants FNL de cette zone pourraient avoir conduit des actions de manière autonome. Il convient de noter que, malgré le droit de poursuite que le gouvernement congolais a octroyé à l'armée burundaise depuis les élections de 2010, ce groupe n'a jamais été neutralisé. Une opération menée le 21 décembre 2016 par l'armée burundaise contre ce groupe dans la plaine de la Ruzizi a tourné au fiasco complet. Malgré les divergences des versions de l'armée congolaise, de l'armée burundaise et des intéressés, il paraît à peu près certain que l'armée burundaise a tenté de lancer en territoire congolais une opération surprise contre les combattants de Nzabampema qui étaient sans doute prévenus. L'effet de surprise n'ayant pas lieu et, en pleine retraite vers la localité de Kiliba Ondes, les militaires burundais auraient été pris sous le feu des militaires congolais qui n'avaient pas été avertis (probablement pour éviter les fuites) et ont pris cette incursion pour une agression²⁴.

Les FOREBU : les militaires dissidents

Les FOREBU sont apparus en 2015 et sont dirigés par le général Godefroid Nyombare. Du fait du profil de son dirigeant (ex-commandant du CNDD-FDD, premier chef d'État-major hutu en 2009, ex-ambassadeur et chef éphémère des services de renseignement), les FOREBU se sont présentées dès leur création comme un mouvement multi-ethnique de militaires contre le troisième mandat de Nkurunziza. Le noyau dur a été formé par ceux qui se sont enfuis au Rwanda avec le général Nyombare après l'échec du putsch de mai 2015. Puis ils ont été rejoints par des officiers qui ont aussi décidé de s'opposer au régime et fait défection. S'étant doté d'un organigramme et d'une direction militaire (dont font partie entre autres le lieutenant-colonel Édouard Nshimirimana, le colonel Antoine-Marie Zacharie Twagirayezu, le commissaire de police Nibigira, le colonel Gilles Ndiokubwayo et le général Philbert Habarugura), il paraît être le groupe de référence pour les nombreux déserteurs des forces de sécurité. En raison de l'identité de leurs fondateurs, les FOREBU constituent le groupe armé le plus crédible.

Ils ont revendiqué plusieurs attaques au début de l'année 2016, dont celle d'un commissariat dans le quartier de Musaga à Bujumbura et le meurtre, dans l'enceinte de l'État-major, du colonel Darius Ikurakura,

24. C. Bigirimana et J. Bahati, « Révélation : une incursion tourne mal dans l'est de la RDC », *Iwacu*, 2 janvier 2017 ; Entretien électronique, source locale.

chargé de la répression dans les quartiers nord de la capitale. Le général Nyombare estime que seule la force peut contraindre le président Nkurunziza à négocier et, dans cette perspective, depuis le 18 août 2016, les FOREBU se définissent comme un mouvement politico-militaire²⁵.

Le démon de la division ne semble pas avoir épargné les FOREBU car la direction de Godefroid Nyombare a été de nouveau confirmée en été 2016 par un communiqué. En effet, bien que les circonstances soient encore opaques, Hussein Radjabu aurait tenté une OPA sur les FOREBU par l'intermédiaire de certains de ses membres à la mi-2016. Le communiqué confirmerait l'échec de cette initiative.

Le RED-Tabara, branche armée du MSD

Quelques semaines après la création des FOREBU, RED-Tabara a fait son apparition. Contrairement aux FOREBU, RED-Tabara n'a pas rendu public le nom de son chef lors de sa création. Après plusieurs mois, le « général » Melchiade Biremba (un parfait inconnu) a été déclaré comme étant le chef d'État-major du groupe. Pour tous les Burundais, et malgré des dénégations des concernés, le RED-Tabara est la branche armée du MSD d'Alexis Sinduhije qui en est le véritable chef. La preuve en est que le RED-Tabara est actif dans les bastions du MSD : les quartiers tutsis de la capitale. Bien qu'un certain mystère plane encore, l'attaque des camps militaires de Ngagara, Musaga et Mujejuru à Bujumbura en décembre 2015 est attribuée aux militants du MSD. Cette attaque a fait 87 morts selon les autorités mais plusieurs centaines selon des sources locales. Selon le groupe des experts des Nations unies pour la RDC, le RED-Tabara utiliserait le Sud-Kivu pour ses opérations au Burundi comme les FNL de Nzabampema.

Les groupes armés fantômes

Au début de l'année 2016, des rumeurs laissaient entendre qu'il existerait d'autres groupes armés organisés autour de certaines personnalités. Par exemple, Moïse Bucumi, ancien gouverneur de la province de Ruyiri, aurait formé son propre groupe armé en Tanzanie. Sont aussi apparus sur internet : le Mouvement de résistance populaire supposément dirigé par un juriste, Didier Nyambariza (décembre 2015) ; l'Union des patriotes pour la révolution prétendument dirigée par un militaire, Antoine Sinzumuni (février 2016) ; les Forces démocratiques pour la libération du Burundi prétendument dirigées par un policier, Célestin Manirakiza (mai 2016) ;

25. Communiqué de presse du mouvement Forebu, 18 août 2016.

et le Mouvement patriotique chrétien qui serait quant à lui dirigé par Jean-Paul Ndendakumana (mai 2016). Si les trois premiers sont connus, le dernier est complètement inconnu et son identité est donc sujette à caution. Le nombre de combattants de ces groupes est aussi inconnu et aucune activité opérationnelle n'est venue confirmer leur existence.

Quelle stratégie pour l'opposition armée ?

Alors que les FNL de Nzabampema Aloys apparaissent comme un groupe de soldats perdus de l'ancien conflit qui ont trouvé une nouvelle cause, les FOREBU et le RED-Tabara partagent le même objectif (chasser Nkurunziza du pouvoir), la même ligne politique (sauver l'accord d'Arusha) et la même rhétorique (en l'absence d'une force d'intervention de l'UA ou de l'ONU, ils agissent pour défendre le peuple burundais victime d'un despote illuminé). Néanmoins, dès leurs débuts, ces deux mouvements ont affiché leur rivalité : tout d'abord en revendiquant concurremment des actions contre le régime, ensuite en refusant la création d'un commandement unique. Les deux mouvements assurent qu'ils sont ouverts à la possibilité d'opérer ensemble tout en refusant la fusion de leurs commandements. Par ailleurs, en raison de leur composition, les FOREBU insistent sur le fait qu'ils sont des militaires légalistes et qu'ils ont aussi un objectif corporatiste : ils veulent sauver une certaine idée des forces de sécurité.

Sur le terrain, les choses sont plus floues. Il semble y avoir des coopérations occasionnelles entre les différents mouvements anti-Nkurunziza. Les FOREBU et les membres du MSD auraient bénéficié de complicités à Bujumbura rural, un bastion des FNL. Les FOREBU et RED-Tabara seraient tous deux à l'origine de la tentative de constitution d'un maquis dans la commune de Mugamba en province de Bururi au printemps 2016.

En 2016, les groupes armés ont testé plusieurs stratégies sans succès et ils ont désormais opté pour l'assassinat ciblé. À la fin 2015 et au début 2016, la résistance armée se déroulait surtout dans les bastions d'opposition de Bujumbura. Des affrontements nocturnes opposaient la police et les militants d'opposition et des tombes abusivement qualifiées de « mass graves » ont été découvertes à Bujumbura²⁶. Néanmoins, cette stratégie a été coûteuse en hommes : les habitants de ces quartiers ont payé

26. J. Steers, « Burundi: Could the Discovery of Mass Graves Spur the World to Intervene? », *Christian Science Monitor*, 22 janvier 2016.

un prix élevé sans que les groupes armés ne parviennent à prendre le contrôle de ces quartiers et à déstabiliser les forces de sécurité dans la capitale. Les groupes armés ont changé de stratégie et la lutte s'est délocalisée en province. Ils ont tenté de s'implanter dans les provinces du sud du pays (Bururi, Makamba, Bujumbura Rural) et plus particulièrement dans la zone de Mugamba dans la province de Bururi dont le contexte politique, social et ethnique est propice à l'opposition. Des infiltrations de combattants sont attestées dans cette zone qui a été bouclée par les forces de sécurité loyalistes en juin²⁷. Les combats et la répression dans cette zone contre les jeunes hommes et les retraités de l'armée ont été suffisamment intenses pour mettre en échec cette stratégie. Outre les arrestations systématiques des jeunes et les perquisitions chez tous les militaires en retraite soupçonnés de former les jeunes au combat, certains combattants des FOREBU ont été tués et d'autres arrêtés²⁸, ce qui a mis fin à cette tentative de formation d'un maquis en zone rurale. Après cette défaite à la mi-2016, l'activité opérationnelle des groupes armés a baissé d'intensité et la seconde moitié de l'année a été assez calme. Seules quelques attaques ponctuelles ont été rapportées et elles s'apparentent surtout à des attaques de ravitaillement. Mais ce calme apparent ne fait que signaler un changement de stratégie des groupes armés : au lieu d'affronter les forces de sécurité dans une position désavantageuse, l'opposition armée recourt à l'assassinat ciblé comme le prouvent l'embuscade contre le « spin doctor » du régime, Willy Nyamitwe, le 28 novembre 2016²⁹ et le meurtre du ministre de l'Environnement le 1^{er} janvier 2017.

27. « Burundi's Nkurunziza Ask Criminal Gangs to Surrender in Next 15 days », *Reuters*, 2 juin 2016.

28. Des affrontements ont notamment eu lieu le 29 juin près de la colline de Mubuga entre un groupe armé infiltré et les forces de sécurité, faisant plusieurs morts de part et d'autre (notamment le chef local des Imbonerakure, un policier et le secrétaire de la commune). Les quatre combattants arrêtés ont été condamnés à perpétuité le 7 juillet par le tribunal de grande instance de Bururi. Des dizaines de personnes sont détenues à la prison de Bururi pour « collaboration ou participation aux bandes armées ». Communication électronique, source locale.

29. Cela ne serait pas la première tentative d'assassinat contre celui qui apparaît comme le communicant en chef du régime et la voix du président.

Les mouvements de la société civile : une forte légitimité internationale

Forcés à l'exil comme les hommes politiques et certains militaires en 2015, les leaders de la société civile qui appartenaient au mouvement « Halte au troisième mandat³⁰ » se sont vite organisés en groupe de pression internationale depuis leurs pays d'accueil. Journalistes et activistes de la société civile ont mené une campagne pour la pluralité de l'information et contre les violations des droits de l'homme par le régime qui a porté ses fruits. Malgré les efforts diplomatiques du régime au niveau des Nations unies, ce dernier a été condamné par le Conseil des droits de l'homme et la Cour pénale internationale a ouvert une investigation préliminaire. La bataille des droits de l'homme a donc été gagnée par la société civile burundaise et ses alliés mais le gouvernement a pris des mesures de représailles qui vont de la suspension de certains avocats du barreau au retrait de la Cour pénale internationale en passant par le refus de coopérer avec les enquêteurs des Nations unies³¹. Certains activistes et journalistes ont payé de leur vie leur engagement au point que, selon les propres termes d'un journaliste burundais, « un bon journaliste est un journaliste vivant³² ».

La bataille des droits de l'homme

Parmi les ONG en exil, celles spécialisées dans la défense des droits de l'homme se sont rapidement organisées pour diffuser un bilan

30. Il s'agit d'un mouvement citoyen initié en janvier 2015 par 304 organisations de la société civile burundaise en tête desquelles le Forum pour le renforcement de la société civile (FORSC) dirigé par Maître Vital Nshimirimana. En font partie d'autres ONG burundaises bien connues telles que l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture au Burundi (ACAT-Burundi), l'Association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH), le Forum pour la conscience et le développement (FOCODE), etc.

31. En réaction à sa mise en accusation à Genève et à La Haye, le gouvernement burundais a engagé la procédure de départ de la CPI, ce qui a ouvert la voie à deux autres départs : la Gambie et l'Afrique du Sud. Voir H. Mkhabela, « Africa and the ICC Going Forward », *L'Afrique en questions*, n° 31, Ifri, 17 janvier 2017, disponible sur : www.ifri.org.

32. Propos rapporté au colloque du réseau des chercheurs sur le Burundi organisé par l'Université libre de Bruxelles, 23-24 mars 2017.

hebdomadaire de la situation des droits de l'homme au Burundi. Grâce à un réseau très dense de contacts locaux, la Ligue burundaise pour les droits de l'homme Iteka, Atrocities Watch Burundi, SOS-Torture Burundi publient des rapports hebdomadaires qui documentent les multiples cas de tortures, d'enlèvements, d'arrestations arbitraires, d'emprisonnements et de disparitions forcées ainsi que le comportement des Imbonerakure et des forces de sécurité. L'INAMA (Initiative pour une paix durable), soutenue par Peace Direct, fait un rapport journalier des incidents sécuritaires.

Ces organisations de la société civile partagent les revendications du CNARED et utilisent toutes les voies juridiques internationales pour s'opposer au régime. Elles recourent ainsi à la Cour de justice de l'EAC (ACAT-Burundi, APRODH, FOCODE, FORSC [Forum pour le renforcement de la société civile] et RCP [Réseau des citoyens probes]) ont fait appel en décembre 2016 devant cette cour contre l'interdiction dont elles font l'objet au Burundi par le ministère de l'Intérieur), à la Cour pénale internationale (qu'elles ont saisie avec succès) et au Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Elles entretiennent une coopération étroite avec les grandes ONG internationales de défense des droits humains (Amnesty International, Human Rights Watch, la Fédération internationale des droits de l'homme...) et avec le Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations unies. Elles mènent aussi leurs propres actions de lobbying auprès du parlement de l'EAC, de l'UA, etc. Leur objectif est de dénoncer les abus du régime et de faire en sorte que la crise burundaise ne disparaisse pas de l'agenda international et ne rejoigne pas la longue liste des crises oubliées.

En 2016, elles sont parvenues à déclencher une investigation du Haut-commissariat aux droits de l'homme des Nations unies qui a confirmé les violences du régime, leur orientation ethnique et les a qualifiées de crimes contre l'humanité en septembre, ce qui ouvre la voie pour une action de la Cour pénale internationale. Véritable victoire pour la société civile, ce rapport a aussi identifié certains responsables de ces violences³³. Dans cette bataille pour les droits de l'homme au Burundi, deux personnalités ont fait preuve d'un activisme combatif tout au long de l'année 2016 : Maguy Barankitse, directrice de la Maison Shalom, et Pierre-Claver Mbonimpa, président de l'APRODH³⁴.

33. « Burundi: UN Investigation Urges Strong Action in Light of Widespread and Systematic Human Rights Violations », Bureau du Haut-commissaire aux droits de l'homme, Genève, 20 septembre 2016.

34. J. Hatcher-Moore, « Murder in Burundi: The Man Who Knew Too Much », *The Guardian*, 15 novembre 2016.

La bataille de l'information

Les journalistes en exil se sont aussi organisés pour pouvoir continuer leur travail et briser le *black-out* informationnel que le régime voulait imposer en 2015. Les radios privées Bonesha, Isanganiro, Radio publique africaine et Radio Renaissance, qui étaient les plus écoutées au Burundi, ont été détruites et interdites après la tentative de putsch. Leurs équipes se sont enfuies à l'étranger, y compris le rédacteur en chef du seul journal encore actif, *Iwacu*. Ce dernier est parti en exil après avoir reçu une seconde convocation du procureur.

Les journalistes burundais ont utilisé d'autres voies médiatiques pour éviter que le paysage ne soit uniquement composé des médias gouvernementaux Radio-Télévision nationale du Burundi (RTNB) et pro-gouvernementaux (REMA FM) :

- ▀ Accueil de leurs émissions par des radios amies au Rwanda et en RDC (la RPA a ainsi diffusé son émission « Humura Burundi » à partir d'une radio du Sud-Kivu en 2015 avant que les autorités congolaises ne l'interdisent) ;
- ▀ Création de sites d'information sur internet comme Inzamba ;
- ▀ Usage des réseaux sociaux comme Facebook, Twitter et Whatsapp pour diffuser des messages d'alerte. SOS Medias Burundi s'est spécialisé dans ces dispositifs de communication de masse ultra-rapides pour alerter sur les disparitions et arrestations.

Même si la société civile est bien moins affectée par le divisionnisme que la classe politique, elle n'est pas complètement épargnée. Ainsi quelques associations et un média radiophonique qui étaient très critiques à l'égard du pouvoir continuent d'opérer officiellement au Burundi, arguant qu'il ne faut pas laisser le terrain libre à la société civile pro-gouvernementale. La radio Isanganiro et les associations Parole et action pour le réveil des consciences et de l'évolution des mentalités (PARCEM) et l'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME) ont obtenu le droit de continuer à travailler par les autorités sous certaines conditions qui ne sont pas publiques, ce qui leur vaut une certaine suspicion. De fait, ces trois organisations ont adopté un ton bien plus modéré qu'auparavant et font preuve d'une grande prudence dans leurs interventions. Cette mansuétude vise à donner une image d'ouverture du gouvernement qui vient simultanément de lever les poursuites contre certaines ONG et d'interdire la plus ancienne ONG des

droits de l'homme du pays, la Ligue Iteka, coupable d'avoir contribué au dernier rapport de la FIDH³⁵.

La bataille pour le droit à l'information et les droits humains se paie au prix fort au Burundi. Nombreux sont ceux qui y ont perdu la vie dans des circonstances non élucidées et deux disparitions ont eu une résonance particulière : celle de la trésorière de la Ligue Iteka, Marie-Claudette Kwizera, en décembre 2015 et celle du journaliste d'*Iwacu*, Jean Bigirimana, en juillet 2016. Tous deux sont présumés morts à l'instigation des services de sécurité.

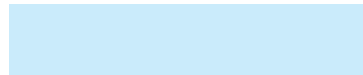
35. Répression aux dynamiques génocidaires, FIDH, 6 novembre 2016. E. Nikiza, « Dissolution de la ligue Iteka : une décision absurde et funeste », *Iwacu*, 5 janvier 2017.

Conclusion

Si l'opposition en exil manque de ressources et d'un visage unique qui puissent lui donner une forte visibilité, elle n'en est pas moins active et ressent de manière pressante la nécessité de resserrer les rangs. Ainsi, les composantes politiques, associatives et sans doute armées de l'opposition ont organisé en janvier une rencontre en Belgique qui est une contre-réponse à la réunion d'Arusha organisée par Benjamin Mkapa le 16 janvier et aux tentatives de division du pouvoir³⁶.

Certes, le CNARED n'a pas su convaincre la communauté internationale d'envoyer une force de maintien de la paix au Burundi et les groupes armés n'ont pas réussi à déstabiliser le régime, mais la société civile en exil a remporté la victoire de l'information et des droits de l'homme à Genève. Cette dernière est dynamique, visible, articulée et crédible au niveau international. Ce n'est pas une opposition limitée aux réseaux sociaux et sans aucune représentativité sur le terrain. Elle a au contraire des relais importants au Burundi, dans la sous-région et dans le monde qui lui ont permis de mettre sur le devant de la scène la répression du régime et de le faire condamner par les instances internationales relatives aux droits de l'homme. Même si cette condamnation n'a pas de conséquences immédiates, elle constitue la première victoire de l'opposition burundaise depuis le printemps 2015, date du début de la crise.

36. « Burundi : l'opposition en exil s'organise autour d'un forum commun », *RFI*, 23 janvier 2017.



ifri

institut français
des relations
internationales

